



**LICENCE LMFA
SPÉCIALITÉ "COMMUNICATION
INTERCULTURELLE ET LANGUES DU
MONDE" - CILM**

COURS DE LICENCE 2 - ICL 2A 01 c :

Notions de base en sciences de l'information et de la communication
adaptées au contexte interculturel

Dossier de lecture

Se basant sur l'extrait vidéo

« La Globalisation »
de M. Wieviorka (Paris, EHESS, 2008)

AUTEURS :

**FRANÇOIS-XAVIER BOUVIER
Jasmin KHALAF
Anna WNEKOWICZ**

INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES (INALCO)

PARIS, LE 07.11.2008



1/ INTRODUCTION

A partir de l'intervention de Michel Wieviorka, sociologue, docteur ès lettres et sciences humaines et directeur d'études à l'EHESS au sein de laquelle il dirige le Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques en association avec le CNRS, nous analyserons et commenterons ci-dessous les phénomènes, processus et conséquences de la globalisation, ainsi que ses implications à différents niveaux au travers de plusieurs problématiques et de notions clefs.



2/ ANALYSE DES SUJETS DÉVELOPPÉS DANS L'EXTRAIT VIDÉO

2.1/ Qu'est-ce que la globalisation?

a) Le terme de globalisation peut entrer dans deux catégories de notions :

- une première catégorie descriptive, historique. Il s'agit alors d'une description du monde et de ses flux (économiques, financiers, migratoires, culturels, etc ...) à un moment donné.
- une seconde catégorie analytique, désignant alors une façon de penser, d'appréhender le monde (ses fonctionnements et ses processus) et les problèmes auxquels les sociétés sont confrontées, les logiques internes et externes à tous les niveaux (local, national, régional et mondial) de façon multi-scalaire, comme le dirait le géographe Michel FOUCHE , c'est à dire aller du monde jusqu'au local.

Dans les 90's David Harvey définissait la globalisation comme la double compression de l'espace et du temps , idée à laquelle il faut ajouter que ce phénomène transite par des réseaux..

c) Le terme « **mondialisation** » désigne le développement de liens d'interdépendance entre hommes et femmes, activités humaines et systèmes politiques à l'échelle du monde. Ce phénomène touche la plupart des domaines avec des effets et une temporalité propres à chacun. Il évoque aussi parfois les transferts internationaux de main-d'œuvre ou de connaissances.

Ce terme est souvent utilisé aujourd'hui pour désigner la mondialisation économique, et les changements induits par la diffusion mondiale des informations sous forme numérique sur Internet. (*wikipedia*)

En général, le terme « globalisation » désigne le phénomène qui transforme les marchés, les politiques et les systèmes locaux en marchés, en politiques et en systèmes internationaux.

En affaires, la globalisation apparaît lorsqu'une entreprise tente de pénétrer un marché étranger. Dans ces circonstances, les entreprises développent de nouveaux produits ou services ou adaptent des produits et services existants à leur nouvelle clientèle. Elles tentent d'adapter leurs produits et services aux différences culturelles et linguistiques des clients.



En technologies de l'information et de la communication, la globalisation fait référence à deux processus : l'internationalisation et la localisation de logiciels et d'applications Internet. (*CIDIF: Centre international pour le développement de l'inforoute en français*)

2.2/Que démontre l'exemple de la pizza?

a) Il semble que cet exemple de la pizza démontre l'importante influence des flux migratoires humains et culturels, car la pizza n'aurait pas connu une telle diffusion au niveau mondial si elle était restée un produit local italien, il a fallu qu'elle aille aux Etats-Unis, importée avec les vagues d'immigration italiennes, pour s'y développer et devenir un produit de consommation massive, pour ensuite repartir des Etats-Unis et être diffusée dans le monde entier.

b) Ensuite le fait que le soit disant impérialisme culturel américain n'est pas au centre d'une globalisation diabolique pour que la culture américaine devienne la culture de masse mondiale au dépens des autres cultures (c'est-à-dire en supplantant les diverses autres identités culturelles nationales, régionales et locales), et visant à « déplanifier la planification du monde » comme ont pu l'évoquer beaucoup de critiques violentes.

c) La pizzaisation semble en effet faire une âpre concurrence à la « mac donaldisation », mais elle n'est pas la seule. La restauration rapide n'est plus réservée aux enseignes américaines. Ainsi le hamburger est concurrencé par la pizza napolitaine et le capuccino (importé par les Italiens aux USA), par le Döner kebab (importé par les turcs en Allemagne), et par le sushi japonais. Ces plats sont issus de grands brassages de population. Très adaptés à notre mobilité croissante, ils se consomment avec les doigts, des baguettes, dans la rue, chez soi (ils sont facilement reproduits par l'industrie). Aujourd'hui il y a même une régionalisation des "colas" (boisson n°1 au USA). Pour contrer les USA, la France produit ses propres "colas" : Mecca-colas (produit pour la Palestine), Breizh-cola (cola Breton) et Corsica-cola (le cola de l'île de beauté).

Site web du Musée de la civilisation. Quebec



2.3/ Quels rapports entre capitalisme et globalisation?

a) Une des idées prépondérantes dans les années 80 et 90 était que la globalisation signifiait le déclin des Etats-Nations et des institutions nationales et supra nationales. La globalisation était vue comme une sorte de purge qui nettoierait tout sur son passage pour laisser place aux forces de l'économie.

Beaucoup pensaient que suite à la fin de la guerre froide et à la dissolution du bloc soviétique, on assisterait à l'avènement du triomphe des marchés et du capital. La globalisation et son évolution sont étroitement liées au capitalisme. Dans les années 80 la pensée libérale souhaitait moins d'intervention de l'Etat, moins d'Etat providence, ensuite l'accélération du mouvement des idées à la fin des années 80 avec la fin de la guerre froide, la chute du mur de Berlin et la dissolution du bloc soviétique a fait croire à beaucoup que tout devenait économiquement global et annonçait le triomphe des marchés et du capital, des flux économiques, financiers, commerciaux sur les Etats et les nations. Ainsi la globalisation a dans un premier temps et avant tout été envisagée de façon idéologique et comme un phénomène exclusivement économique, le capitalisme étant son principal moteur.

Elle a à plusieurs reprises subi de plein fouet l'influence et les conséquences parfois très négatives d'évènements ou d'accidents majeurs du capitalisme, nous pouvons citer par exemple des scandales comme celui de l'affaire « Enron » montrant le capitalisme global corrompu en son centre.

b) Ces dérapages du capitalisme global ont sérieusement entamé la confiance générale et freiné l'enthousiasme de beaucoup, car cela a montré les limites de la fiabilité et la stabilité d'une globalisation reposant uniquement sur ce système de valeurs.

c) La crise financière et économique mondiale actuelle engendrée par la crise des subprimes américaines illustrent bien les rapports que peuvent avoir globalisation et capitalisme. Les conséquences des dérapages du capitalisme global sur l'économie mondiale au travers des de la crise subprimes ou de l'affaire ENRON sont indéniables.

8 mars 2002

UN SCANDALE PRESQUE LÉGAL

Enron, symbole d'un système

L'extraordinaire dans l'affaire Enron, c'est qu'elle n'est pas extraordinaire. L'« achat » de responsables politiques par des contributions électorales est légal aux Etats-Unis ; l'existence d'entreprises de certification des comptes qui servent par ailleurs de conseillers rétribués aux entreprises dont elles certifient les comptes est légale ; le fait que des journalistes financiers et des essayistes aient vanté auprès du public (et donc des actionnaires potentiels) un « modèle » d'entreprise dont le fleuron, Enron, les rémunérait personnellement est légal. Dans ces



conditions, il faut décidément beaucoup de candeur aux observateurs qu'un « scandale » réveille pour découvrir que l'opacité des comptes caractérise nombre de sociétés cotées en Bourse, que la porosité est extrême entre le monde de l'entreprise privée et celui du service public, que la corruption et la prévarication sont courantes au sein du système économique et politique américain. (*le Monde diplomatique*)

Enron fut l'une des plus grandes entreprises américaines par sa capitalisation boursière. Outre ses activités propres dans le gaz naturel, cette société texane avait monté un système de courtage par lequel elle achetait et revendait de l'électricité, notamment au réseau des distributeurs de courant de l'État de Californie. En décembre 2001, elle fit faillite en raison des pertes occasionnées par ses opérations spéculatives sur le marché de l'électricité ; elles avaient été masquées en bénéfices via des manipulations comptables. Cette faillite entraîna dans son sillage celle d'Arthur Andersen, qui audite les comptes d'Enron. (*Wikipedia*)

2.4/ Quels rapports entre l'identité culturelle et la globalisation?

a) La globalisation a très souvent été vécue, et l'est encore aujourd'hui, comme une attaque des identités culturelles. De multiples systèmes de défense ont été mis en place et sont apparus en réaction à une globalisation qu'on jugeait comme un « agresseur » : exception culturelle (comme en France), intégrismes, nationalismes exacerbés et de multiples formes de replis identitaires de peur d'une homogénéisation du monde la (« mac donaldisation du monde »).

Ainsi parallèlement au mouvement d'homogénéisation tant rêvé par les aficionados du capitalisme global et du libéralisme roi, on observe une fragmentation caractérisée par tous ces replis identitaires.

Samuel Huntington, avec son « clash » des civilisations, avance une thèse aujourd'hui très discutée et à bien des égards difficilement acceptable, mais qui permet à l'époque une prise de conscience générale : on ne peut plus réfléchir la globalisation uniquement en termes économiques il faut aussi la penser en termes civilisationnels, culturels.



b) Ces réactions de repli identitaire prennent toutes leur source dans la peur d'une homogénéisation du monde, on craint la « mac donaldisation » ou la « sushisation » du monde . Aujourd'hui on va voir apparaître dans toutes les capitales ou grandes villes du monde autant de sushi-bar que de macdonalds ou meme de Starbucks.
Par exemple en allant dans certains pays du moyen orient on va voir apparaître de très grandes marques de prêt à porter et d'agroalimentaire.
Ces nouvelles marques vendent le même type de produit qu'en occident mais avec quelque dérivés qui change selon la demande et la culture local.
On peut dire que le monde fait plus qu'une « rue » où la culture globale a pris le dessus sur la culture locale.

2.5/ Différentes dimensions de la globalisation

- économique
- culturelle
- politique
- sociale
- civilisationnelle (croyances, religions, conceptions du monde, principes canoniques, mentalités...)
- virtuelle (réseaux de télécommunications)
- réelle (mouvements humains)

2.6/ Quels rapports entre la sécurité territoriale , les guerres et la globalisation?

On s'aperçoit que dans des mêmes régions, même avec la globalisation en marche, il existe des gouffres entre les droits et règles de nations pourtant très proches. L'annonce la globalisation des institutions. Tous ont accès virtuellement à la globalisation, ou plutôt à ses images (médias, TV, presse, radio, campagne de publicité, etc...) mais tous ne sont pas soumis aux mêmes règles et n'ont pas accès aux mêmes possibilités dans la réalité. La globalisation est ressentie comme une atteinte à l'identité nationale, à son intégrité aussi bien culturelle que territoriale car en réaction des nations réaffirment avec force leur intégrité culturelle et territoriale, d'où des guerres comme celle de l'ex-Yougoslavie, qui a été un événement majeur dans la conscience de ce phénomène.



3/ DISCUSSION D'UN ENSEMBLE DE TERMES UTILISÉS DANS L'EXTRAIT VIDÉO

2.1/ Définition de « communautés imaginaires ou imaginées »

a) Communautés créés par le biais de réseaux transnationaux (cf Anderson: formation de nations)

c) Anderson est surtout connu pour son ouvrage majeur *Imagined communities. reflections on the origin and spread of nationalism*, paru en 1983 (trad. fra. 1996, *L'imaginaire national: réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte). Placé dans une approche constructiviste, il se demande pourquoi une si large proportion de gens dans le monde croient qu'ils font partie d'une nation "propre" et pourquoi ils y demeurent fidèles. Il focalise ainsi son approche sur la notion d'"imaginaire collectif", à partir duquel il en retire une définition de la nation : "une communauté politique imaginée". Soit une communauté imaginée, réunissant des gens qui ne se connaissent pas et qui ne se croiseront jamais mais qui éprouvent un fort sentiment d'appartenance à une communauté. (*Wikipedia*)

2.1/ Notion de « communauté »

Ensemble humain dont les membres répondent à des critères communs ; la **communauté** est un groupe d'individus qui vivent généralement ensemble, qui partagent la même culture, les mêmes intérêts ou le même idéal, et qui entretiennent des relations sociales.

une communauté est un groupe humain solidaire qui partage une histoire, une culture ou des intérêts communs. (*Encyclopédie Encarta*)

2.3/ Notion d'« Etat-nation »



c) Entité, organisation gouvernementale politique, administrative et juridique exerçant une autorité souveraine un contrôle réglementé sur une communauté d'origine et de langue sur un territoire précisément délimité par des frontières, ainsi que sur les flux migratoires (de populations) et économiques qui traversent ce territoire.

"Toupictionnaire" : le dictionnaire de politique (site web)

Définition de l'Etat:

...

Etat-nation : L'Etat coïncide avec la **nation** définie en fonction d'une identité commune et qui lui confère sa légitimité.

2.4/ Notion de « communautarisme »

Observatoire indépendant d'information et de réflexion sur le communautarisme, la laïcité, les discriminations et le racisme (site web)

Communautarisme : essai de définition

Le terme «communautarisme» [désigne], avec une intention critique, toute forme d'ethnocentrisme ou de sociocentrisme, **toute auto centration de groupe, impliquant une auto valorisation et une tendance à la fermeture sur soi**, dans un contexte culturel dit «postmoderne» où l'«ouverture», et plus particulièrement l'«ouverture à l'autre», est fortement valorisée [...]. Par ailleurs, le «communautarisme» est défini par ses critiques comme **un projet socio-politique visant à soumettre les membres d'un groupe défini aux normes supposées propres à ce groupe (telle «communauté»), bref à contrôler les opinions et les comportements de tous ceux qui appartiennent en principe à ladite «communauté»**. La tyrannie de telle ou telle «communauté» est un phénomène social observable. Rappel à l'ordre communautaire : l'injonction «tu dois penser et vivre à l'image de ta communauté» est souvent lancée à des individus supposés prendre «trop de libertés» avec ce qu'il est communautairement convenu de faire et penser. Autre traduction possible, en éthique de l'authenticité : «Sois ce que tu es», le sous-entendu étant que mon «être» m'est donné par l'ensemble de mes appartenances.

«Communautarisme» s'oppose donc à la fois à «individualisme» et à «cosmopolitisme». Mais le terme «communautarisme» désigne aussi une idéologie dont la fonction est de légitimer la reconstruction [...] des «communautés», dans le cadre des États-nations modernes fondés sur le principe normatif de l'homogénéité culturelle et ethnique [...]. [...] La «communautarisation» constitue une contestation interne de la construction nationale.



Il s'agit donc d'un terme d'usage polémique, nettement péjoratif : nul ne s'affirme naïvement et fièrement «communautariste» (pas plus que «raciste»), et les «dérives communautaristes» dénoncées sont toujours celles d'un groupe autre que le groupe d'appartenance du dénonciateur. Le «communautariste», c'est l'autre. Coupable de «repli identitaire» – cliché emprunté au discours anti-lepéniste des années 1980, avec d'autres («fermeture», «crispation», «rigidité», «archaïsme»). L'accusation de «communautarisme» est disqualifiante dans le champ des croyances et des valeurs dites «post-matérialistes» («individualistes» ou «libérales-libertaires») : tolérance, ouverture, liberté d'expression, flexibilité, métissage, etc.

[...]

On peut néanmoins, en ordonnant les connotations du terme, distinguer quatre définitions possibles, qu'il s'agit de construire, de la notion floue de «communautarisme».

1. Mode d'auto-organisation d'un groupe social, fondé sur une «parenté ethnique» plus ou moins fictive (mais objet de croyance), dans une perspective ethnocentrique plus ou moins idéologisée, sur le modèle «nous versus les autres» («nous» : les meilleurs des humains, les plus humains d'entre les humains). «Communautarisme» devient synonyme de «tribalisme».

2. Vision essentialiste des groupes humains, chacun étant doté d'une identité essentielle dont on suppose qu'elle est partagée par tous ses membres ou représentants. L'individu est réduit à n'être qu'un représentant plus ou moins typique de ce qu'on imagine être le groupe dans sa nature abstraite ou son essence. L'imaginaire «communautariste» partage cette vision essentialiste avec la pensée raciste ou l'idéologie nationaliste.

3. Politique en faveur des identités de groupe, culturelles ou ethniques, fondée sur la reconnaissance de la valeur intrinsèque et du caractère irréductiblement multiple de ces identités au sein d'une même société, toutes étant supposées également dignes de respect, donc jugées libres de s'affirmer dans l'espace social (mais non pas, à strictement parler, dans l'espace public, qui suppose l'existence d'un champ d'interactions transcendant les «communautés»). Telle est la vision angélique du «multiculturalisme», celle qu'en donnent ses partisans déclarés.

4. Mais le «communautarisme» peut aussi désigner l'usage politique d'un mythe identitaire fondé sur l'absolutisation d'une identité collective. Ou encore caractériser une politique fondée sur le «droit à la différence» suivi dans toutes ses implications et radicalisé en obligation, pour chaque individu, de maintenir avant tout «sa différence», c'est-à-dire l'appartenance de groupe qu'il privilégie (disons, une «culture» d'origine, religieuse le plus souvent, naturalisée). En ce sens, le «communautarisme» apparaît comme une forme de néo-racisme culturel et différentialiste.

Pour la théorie normative de la démocratie, le terme de «communautarisme», si l'on neutralise sa forte charge polémique, apparaît comme un synonyme banal de



«multicommunautarisme», désignant les doctrines politiques de la société multiculturelle ou pluriethnique («ethnopluralisme») et impliquant **une conception de la société désirable comme un ensemble de «communautés» ou de «minorités» juxtaposées, chacune vivant selon ses valeurs et ses normes propres, au nom d'une conception de la tolérance fondée sur le relativisme culturel radical.**

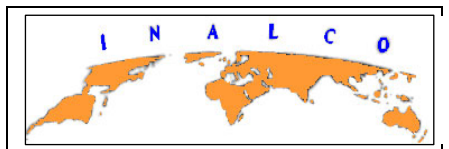
* Philosophe, directeur de recherche au CNRS, auteur entre autres de *La Nouvelle Judéophobie* (Editions des Mille et une nuits), de *L'Illusion populiste* (Berg international) et de *Du progrès* (Librio).

Mardi 22 Juillet 2003

2.5/ Notion de « transnationalisme »

b) ce qui dépasse, transcende le cadre des nations.

c) Communautés transnationales, réseaux transnationaux comme formes d'organisation ; pratiques transnationales, relations transnationales, mouvements transnationaux comme expérience ; identités transnationales, espaces transnationaux, morphologies transnationales, comme références ... ; ensemble ils constituent désormais le nouveau vocabulaire des études en sciences sociales. Dans l'ensemble, la trans-nationalité traduit des liens de solidarité à partir d'une identité - nationale, religieuse, linguistique ou régionale - au-delà des frontières nationales. Leur élaboration est en grande partie le résultat du développement des techniques de communication, de l'apparition de grands ensembles régionaux et de l'importance accrue des institutions supranationales qui en sont à l'origine ou qui facilitent leur gestion. La trans-nationalité fait donc partie du processus de globalisation. Elle se traduit par la mise en place de réseaux à travers lesquels circulent le savoir et le pouvoir : le savoir grâce à l'intensification de la communication et le pouvoir grâce à l'influence des structures et des acteurs transnationaux sur les politiques nationales et internationales ; le savoir sur d'autres cultures et d'autres structures institutionnelles et les pouvoirs d'action en dehors des frontières territoriales. Le trans-nationalisme prend différentes formes allant de simples relations transfrontalières à une nouvelle interprétation du nationalisme.



3/ DISCUSSION D'UN ENSEMBLE DE RÉFÉRENCES CITÉES DANS L'EXTRAIT VIDÉO

2.1/ Emile Durkheim

Sociologue français. Considéré comme le "père" de la sociologie française moderne. «Né en 1858, d'un père rabbin, à Épinal, dans l'Est de la France, il choisit dès l'adolescence d'abandonner la religion juïdique et décida de son futur métier: professeur de philosophie. Entre 1879 et 1882, il fréquenta la prestigieuse École Normale Supérieure (ENS) à Paris. La tragédie de la Commune (mars-mai 1871), sorte de guerre civile après la défaite, l'avait marqué très jeune; il en vint à se persuader que s'il devait un jour enseigner, sa mission serait d'aider ses compatriotes à frayer le chemin vers une société qui, unie et solidaire, dépasse ses propres conflits - et de contribuer à l'impulsion de changements sociaux allant dans le sens d'une cohésion qui permettrait à ses concitoyens de vivre ce qu'il a appelé le «bien par excellence»: la communion avec autrui.

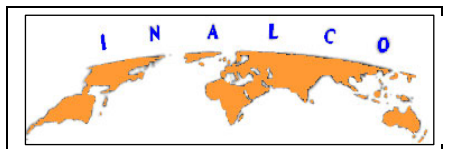
En 1882, c'est le début d'une carrière où le labeur du sociologue renforce celui du missionnaire (voire du prophète) soucieux de définir les conditions d'existence d'une société respectueuse des personnes, et d'élaborer les modèles d'école et de pédagogie qui rendent possible la réalisation de ces conditions.

La question d'où il part était celle-là même qui se posait aux doctrines politiques et sociales de l'époque: faut-il privilégier le bien de l'individu ou celui de la société? Faut-il être «individualiste», comme le voulaient les libéraux et les économistes, ou «socialiste», au sens où l'entendaient Proudhon et Marx? Dès sa sortie de l'ENS, Durkheim n'aura de cesse de montrer que l'intégration d'une société moderne, issue de l'essor du capitalisme, est conditionnée par une nouvelle définition de l'individualisme et du socialisme que seule la science sociale pouvait donner.

Après quelques années d'enseignement de la philosophie dans l'enseignement secondaire, Durkheim est nommé en 1887 à la Faculté des lettres de Bordeaux où il est chargé d'un cours de «science sociale et pédagogie», avant de venir à Paris, en 1902, occuper à la Sorbonne la chaire de «science de l'éducation», transformée en «science de l'éducation et sociologie» qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1917.

(...)

Le modèle de Durkheim pose d'emblée la spécificité des phénomènes sociaux, non-réductibles en particulier à des faits d'ordre psychologiques. Même si le sociologue a besoin de faire référence à la psychologie, la règle est d'expliquer le social par le social. Par ailleurs, c'est un modèle qui se réclame de l'apport des «premiers sociologues» que revendique volontiers Durkheim: l'analogie d'une société avec un organisme vivant, constitué d'organes



(*structure*) remplissant des *fonctions* (3).

Comprendre un fait social consiste d'abord à en identifier les causes et les fins qu'il sert. L'originalité de Durkheim tient à ce qu'il a engagé l'analyse structuro-fonctionnaliste dans deux voies parallèles. La première identifie le groupe (ou la société), ainsi constitué d'organes, à une totalité systémique: on parlera d'un système social, de sous-systèmes, répondant à des *besoins sociaux*.

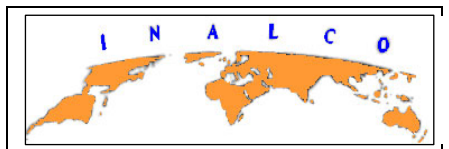
Rappelons les grandes lignes du modèle durkheimien. La notion de «conscience collective» y est centrale. Une société est faite d'individus qui «tiennent» ensemble parce qu'ils ont en commun des valeurs et des règles, partiellement transmises par l'école. La société, en tant qu'objet construit par la sociologie, n'est ni transcendante, ni immanente aux individus: elle a une spécificité que définissent les paramètres d'*intégration* (allégeance au groupe) et de *régulation* (reconnaissance de règles contrôlant les comportements individuels).

Cette «conscience collective» se traduit par des phénomènes collectifs qui vont du niveau proprement psychique des représentations collectives, à celui des *institutions* et à celui d'un *substrat matériel* (volume et densité de la population, voies de communication, édifices, etc..).

LE RESPECT DE L'HUMANITÉ EN L'HOMME, VALEUR ULTIME

Avec *De la division du travail social* (1893), Durkheim esquisse déjà les grandes lignes d'un tableau de l'«individualisme moderne», où le respect de la personne humaine est érigé en valeur ultime, seule à même d'assurer la cohésion des sociétés industrielles modernes. Quatre ans plus tard, dans *Le suicide*, il affirme que si les hommes peuvent encore «communier» en quelque chose, ce ne peut être que dans le respect de l'homme en tant qu'homme, et ce respect est le seul ciment social restant, le seul «lien social véritable». Après 1895, lorsque Durkheim eût établi que toute société secrète une ou des religions, le Dieu (ou les dieux) symbolisant aux yeux des acteurs sociaux la société elle-même, et que le «sacré» de la religion exprime le caractère transcendant du groupe, il en vient à dire que c'est l'homme lui-même, dans son «humanité», qui devient un «Dieu pour l'homme», nouveau sacré exclusif de tout autre. Un texte de 1898 intitulé «L'individualisme et les intellectuels», définit ce nouvel individualisme qui doit «désormais» se concrétiser par des changements politiques et sociaux: «On s'achemine peu à peu vers un État où les membres d'un même groupe social n'auront plus rien de commun entre eux que leur qualité d'homme, que les attributs constitutifs de la personne humaine en général...

Source: Jean-Claude Filloux, Émile Durkheim (1858-1917), *Perspectives: revue trimestrielle d'éducation comparée* (Paris, UNESCO : Bureau international d'éducation), vol. XXIII, n° 1-2, 1993, p. 305-322.



2.2/ Samuel Huntington

Né le 18 avril 1927, est un professeur américain de science politique, enseignant à l'université de Harvard, de tendance conservatrice. Il a été membre du Conseil de sécurité au sein de l'administration de Jimmy Carter. Il est l'auteur de nombreux livres dont les plus connus dans le monde francophone sont *le Choc des civilisations* et *Qui sommes-nous ? Identité nationale et Choc des cultures ?*

Pour le professeur Huntington, la chute du Mur de Berlin annonce le passage d'un monde caractérisé par des clivages idéologiques, entre communisme et capitalisme, ou impérialisme et anti-impérialisme, à un monde marqué par des clivages culturels. Pour appuyer cette thèse, Huntington montre que la chute des idéologies s'est accompagnée d'une résurgence des sentiments identitaires, que ce soit dans le monde musulman, avec le réveil de l'islam radical, qu'en Asie ou dans les pays d'Europe orientale, qui ont fait leur révolution au nom de leur nation et de leur culture, comme en Pologne.

Le deuxième temps de la *thèse du grand seigneur* d'Huntington consiste à avancer que ce réveil identitaire ne s'affirme plus par le biais des nations, comme au XIXe et au XXe siècle, ni des ethnies, mais à l'échelle civilisationnelle, du fait de la mondialisation des échanges. Or, pour Huntington, les civilisations ont toutes pour origine une grande religion, qui en a formé le socle moral et politique.

Les premiers arguments visibles du livre sont des faits d'actualité

Comme en 1994 où des musulmans de la Bosnie défilent à Sarajevo en brandissant des drapeaux non pas de la démocratie ou de l'Occident, mais de l'Arabie saoudite et de la Turquie, à savoir les drapeaux de l'Islam[1]. D'autres exemples semblables sont illustrés dans le livre.

D'autres arguments rappellent les analyses historiques

comme celui de Fernand Braudel qui rappelle que modernisation ne signifie pas forcément occidentalisation et encore moins un rapprochement et que la Chine des Ming était infiniment plus proche de la France des Valois que ne l'était la Chine de Mao par rapport à la France de De Gaulle.

Samuel Huntington critique par ailleurs l'idée d'une Civilisation Universelle

Pour lui, la Civilisation Universelle qu'il appelle la Civilisation de Davos, celle qui rassemble des hommes du monde entier partageant les mêmes valeurs (Démocratie, droits de l'homme, liberté économique et libéralisme), ne représente qu'une infime part de la population mondiale, ce qui est insuffisant pour donner une civilisation universelle homogène.

Des Etats partageant les mêmes valeurs (religion, philosophie, mœurs) collaborent de plus en plus en eux.

Lors de la guerre de Bosnie-Herzégovine, les Bosniaques musulmans étaient soutenus en armes et en argent par des Etats musulmans (Turquie, Iran, Arabie saoudite) tandis que la Serbie orthodoxe était soutenue par ses frères orthodoxes comme la Russie.



En proportion, de plus en plus de guerres ont désormais un caractère ethnique.

Dans son livre, Huntington décrit les civilisations suivantes :

La chrétienté occidentale (Europe de l'Ouest, États-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande), fondée sur les christianismes catholique et protestant ; la civilisation orthodoxe (Russie, Ukraine, Serbie, Grèce...), fondée sur le christianisme orthodoxe ; la civilisation latino-américaine (du Río Grande à la Terre de Feu), fondée sur le catholicisme mais aussi les structures politiques latino-américaines corporatistes, héritées de la colonisation ; la civilisation africaine (sans l'Afrique du Nord et la Corne de l'Afrique), civilisation pour laquelle Huntington reconnaît qu'il n'y a pas de religion dominante, mais plutôt un ensemble de pratiques animistes ; la civilisation islamique (du Sénégal à la Nouvelle-Guinée), fondée sur la religion musulmane ; la civilisation hindoue (centrée sur l'Inde, le Sri Lanka et la diaspora indienne), fondée sur l'hindouisme ; la civilisation chinoise (Chine, Corée, Vietnam et Philippines) ; la civilisation japonaise.

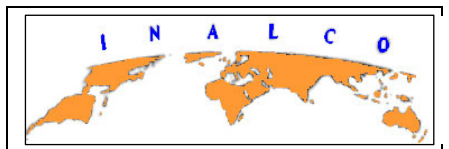
2.3/ FMI

Le **Fonds monétaire international** (FMI) est une institution internationale regroupant 185 pays, dont le rôle est de « promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté ».[1]

Le FMI assure donc la stabilité du système monétaire international et la gestion des crises monétaires et financières. Pour cela, il fournit des crédits aux pays qui connaissent des difficultés financières telles qu'elles mettent en péril l'organisation gouvernementale du pays, la stabilité de son système financier (banques, ...), ou les flux d'échanges de commerce international avec les autres pays.

Lors d'une crise financière, pour éviter qu'un pays ne fasse « faillite » (c'est-à-dire que ce pays ne puisse plus payer ses dépenses primordiales, comme le paiement des fournisseurs ou des salaires des fonctionnaires), le FMI lui prête de l'argent le temps que la confiance des agents économiques revienne. Le FMI conditionne l'obtention de prêts à la mise en place de certaines réformes économiques.

L'institution a été créée en 1944 et devait à l'origine garantir la stabilité du système monétaire international, dont l'écroulement au moment de la Grande dépression des années 1930 avait eu des effets catastrophiques sur l'économie mondiale. Après 1976 et la disparition d'un système de change fixe, le FMI a hérité d'un nouveau rôle face aux problèmes d'endettement des pays en développement et à certaines crises financières.



Le FMI est né en juillet 1944 lors de la conférence de Bretton Woods afin d'essayer de garantir la stabilité du système monétaire international de l'après Seconde Guerre mondiale. Ce système, proposé par le représentant américain Harry Dexter White, reposait sur trois règles :

Chaque État devait définir sa monnaie par rapport à l'or, ou au dollar américain lui-même convertible en or. Il en découlait pour chaque monnaie une parité officielle en or ou en dollar (système dit d'« étalon de change-or » ou « *gold exchange standard* »).

la valeur des monnaies sur le marché des changes ne devait fluctuer que dans une marge de 1 % par rapport à leur parité officielle.

chaque État était chargé de défendre cette parité en veillant à équilibrer sa balance des paiements.

Finalement les trois grandes missions du FMI sont :
d'accorder des prêts aux pays en difficulté financière
de conseiller les États membres quant à leur politique économique
d'apporter une assistance technique et des offres de formation aux États membres dans le besoin.

Fonctionnement et ressources

Le FMI est gouverné par ses 185 pays membres, chacun ayant une voix pondérée par sa participation financière à l'organisation (sa « quote-part »). Il prend de nombreuses décisions en concertation avec la Banque mondiale au sein du « Comité de développement ». Sa gestion courante est confiée à un conseil d'administration composé du président de l'organisation et de 24 administrateurs représentant chacun une nation. 8 d'entre elles ont un représentant permanent (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Japon, Chine, Russie et Arabie saoudite), les 16 autres sont élus par les pays membres.

La plupart des décisions sont prises dans les faits à l'unanimité. Cependant, compte tenu des modalités de prise de décision au sein du FMI, qui supposent une majorité qualifiée correspondant à 85 % des droits de vote, les États-Unis, ou l'Union européenne dans son ensemble, disposent de fait d'un droit de veto sur les décisions du FMI puisqu'ils disposent chacun de plus de 15 % des droits de vote. Cependant, les pays de l'UE ne sont pas toujours coordonnés.

Les ressources du FMI liées aux quotes-parts sont d'environ 210 milliards de DTS (soit 300 milliards de dollars américains), auxquels s'ajoute la possibilité pour le FMI de recourir à des emprunts envers les grandes puissances économiques (ces crédits sont de l'ordre de 50 milliards de dollars).

Le FMI compte environ 2 700 employés.

Les États-Unis sont le contributeur principal du FMI, et possèdent ainsi 16,79 % des droits de vote. L'Union européenne possède 32,1 % des droits de vote. Les 10 premiers pays, qui représente plus de 50 % du PIB mondial, ont la majorité des droits de vote alors que le FMI compte 185 pays membres. Ce qui fait dire aux détracteurs du FMI qu'il est un instrument au service des grands pays, qui financeraient le FMI pour imposer les vues économiques de l'organisation sur les pays qui choisissent d'avoir recours aux financements du FMI. Ce



système de vote censitaire est critiqué, notamment par les tenants de la mondialisation démocratique.

Selon une règle tacite, le directeur du FMI est un européen (l'Europe se choisit un candidat susceptible de recueillir l'approbation du conseil d'administration), alors que le président de la Banque mondiale est un américain. Certains dirigeants des pays en développement s'insurgent contre cette règle, tels le président de la Commission de l'Union africaine Alpha Oumar Konaré qui voudrait en finir définitivement avec cette règle. Cette règle est également critiquée par le ministre russe des Finances, Alexeï Koudrine, qui estime que ce système de sélection est également injuste envers les autres grands pays du monde tels le Brésil, l'Inde ou la Chine.

2.4/ BANQUE MONDIALE

La **Banque mondiale**, désigne deux institutions internationales : la banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (IDA), créées pour lutter contre la pauvreté en apportant des aides, des financements, des conseils, aux États en difficulté[1].

Le **groupe de la Banque mondiale** désigne quant à lui un ensemble de cinq établissements.

Son siège est à Washington. Le président est élu pour cinq ans par le Conseil des Administrateurs de la Banque. Elle fait partie des institutions spécialisées du système de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Elle fut créée le 27 décembre 1945 sous le nom de *Banque internationale pour la reconstruction et le développement* après signature de l'accord Bretton Woods du 1er au 22 juillet 1944. Le 25 juin 1946, elle approuva son premier prêt, qui fut accordé à la France pour un montant de 250 millions de dollars (en valeur actualisée, il s'agit du plus gros prêt consenti par la Banque)[2].

La Banque mondiale a été créée principalement pour aider l'Europe et le Japon dans leur reconstruction, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, mais avec le mouvement de décolonisation des années soixante, elle se fixa un objectif supplémentaire, celui d'encourager la croissance économique des pays en voie de développement africains, asiatiques et latino-américains.

Au départ, la Banque mondiale a principalement financé de grands projets d'infrastructures (centrales électriques, autoroutes, aéroports...). Avec le rattrapage économique du Japon et de l'Europe, la Banque mondiale s'est intéressée exclusivement aux pays en développement. Depuis les années 1990, elle finance aussi les pays post-communistes.

L'appellation *Groupe de la Banque mondiale* désigne aujourd'hui (juin 2007) cinq institutions[3] :



la plus importante est la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), son fonctionnement est assuré par le versement d'une cotisation réglée par les États membres,

l'Association internationale de développement (AID), fondée en 1960, ses prêts sont réservés aux pays les moins développés, la Société financière internationale (SFI), fondée en 1956, pour financer les entreprises privées, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), fondé en 1966, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), fondée en 1988.

Les objectifs de la Banque mondiale ont évolué au cours des années. Elle a récemment mis l'accent sur la réduction de la pauvreté, en délaissant l'objectif unique de croissance économique. Elle favorise aussi la création des très petites entreprises. Elle a soutenu l'idée que l'eau potable, l'éducation et le développement durable sont des facteurs essentiels à la croissance économique, et a commencé à investir massivement dans de tels projets. En réponse aux critiques, la Banque mondiale a adopté une série de politiques en faveur de la sauvegarde de l'environnement et du social, visant à s'assurer que leurs projets n'aggravaient pas le sort des populations des pays aidés. En dépit de ces politiques, les projets de la Banque mondiale sont souvent critiqués par les organisations non gouvernementales (ONG) pour ne pas lutter efficacement contre la pauvreté, et négliger les aspects sociaux et environnementaux.

La BIRD compte actuellement 185 pays membres[5]. Chaque année, elle publie un *Rapport sur le développement dans le monde* chargé de rendre compte des résultats obtenus.

Son action est aujourd'hui principalement orientée vers les pays en voie de développement (PVD), et en particulier les pays les moins avancés (PMA), sur des axes comme l'éducation, l'agriculture, l'industrie,...

Elle accorde des prêts à des taux préférentiels à ses pays membres en difficulté. En contrepartie, elle réclame que des dispositions politiques (appelées « politiques d'ajustement structurel ») soient prises pour, par exemple, limiter la corruption, maintenir un équilibre budgétaire ou faciliter l'émergence d'une démocratie.

En plus des prêts accordés, elle finance également (directement ou indirectement) des projets d'ONG, et conduit de nombreuses recherches en rapport avec le développement de chaque pays. C'est ainsi que la Banque mondiale, qui mesure l'Indicateur de développement humain (IDH) dans différents pays et zones géographiques, ou qui conduit avec l'Unicef des études thématiques sur l'eau et l'assainissement.

La Banque mondiale compte environ 10 000 employés. Elle fonctionne en cycles triennaux (campagnes de trois ans) et distribue ses fonds sous forme de dons à hauteur de 20%, le reste prenant la forme de prêts sans intérêt, mais avec une commission de 0,75 % [6].

Selon une règle tacite, le directeur du FMI est désigné par les gouverneurs européens alors que le président de la Banque mondiale est désigné par le gouvernement américain, les États-Unis étant le principal actionnaire de la Banque mondiale. Il est élu pour un mandat de 5 ans, renouvelable, par le conseil d'administration.

Depuis le 1^{er} juillet 2007, Robert Zoellick est le Président de la Banque Mondiale .